



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Trente-cinquième session

Mascate (Oman), 2-4 mars 2020

Bâtir des communautés agricoles résilientes pour stimuler les économies locales et promouvoir l'emploi rural

Résumé

Les communautés rurales de la région Proche-Orient et Afrique du Nord sont généralement pauvres et vulnérables face aux chocs, ce qui entrave leur capacité à participer activement à l'économie locale. Pour faire face à la complexité des multiples défis environnementaux et socioéconomiques auxquels sont confrontées les communautés agricoles de la région, il faut stratégiquement réévaluer les stratégies de développement rural. Les politiques alimentaires et agricoles doivent intégrer plus efficacement les préoccupations de développement rural, y compris l'emploi rural décent, et doivent fonctionner en créant des liens entre la productivité, l'environnement, le développement rural et la santé. Ce document présente trois solutions interconnectées qui renforcent la résilience des communautés agricoles. La première est l'utilisation d'approches territoriales qui créent des liens intégrés entre les communautés rurales, leur environnement biophysique et les opportunités de marché. Au niveau des exploitations agricoles, l'agriculture intelligente face au climat propose des solutions pratiques qui aident les agriculteurs à s'adapter au changement climatique et à renforcer la résilience de leurs systèmes de production. Enfin, les innovations dans les systèmes agroalimentaires contribuent à transformer les conditions de travail et à soutenir la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes des zones rurales grâce à des chaînes de valeur améliorées et plus durables. Ensemble, ces trois approches peuvent fournir un cadre politique pour stimuler les économies rurales et créer des emplois décents, contribuer à la transition agroécologique, assurer la protection sociale et progresser vers les objectifs de développement durable (ODD). La Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale offre un cadre d'action opportun qui contribuera au développement socioéconomique des communautés rurales.

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

- Les pays devraient considérer les approches territoriales comme un cadre pour le développement agricole et rural, et devraient adopter des perspectives multisectorielles et améliorer la coordination entre les secteurs et les niveaux de gouvernance et entre les acteurs privés et publics.

Le présent document peut être imprimé à la demande, conformément à une initiative de la FAO qui vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Il peut être consulté, ainsi que d'autres documents, à l'adresse www.fao.org.

- Les pays devraient permettre l'émergence d'une innovation fondée sur la science et la technologie modernes, des organisations rurales solides et l'innovation agroécologique qui, ensemble, favorisent l'intensification durable et renforcent la résilience des systèmes de petits exploitants agricoles.
- Les pays devraient envisager d'intégrer des pratiques d'agriculture intelligente face au climat dans leurs programmes de vulgarisation et de développer les conditions techniques, politiques et d'investissement nécessaires pour stimuler leur adoption par les communautés agricoles.
- Les pays devraient concevoir leurs programmes de protection sociale de manière à contribuer à l'amélioration de la productivité agricole et de l'emploi, à protéger les moyens de subsistance des groupes les plus vulnérables, à renforcer leur résilience et à rendre la transformation rurale aussi inclusive que possible.
- Les pays devraient soutenir la mise en œuvre du plan d'action de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale et le traduire en politiques et programmes nationaux.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Secrétariat de la Conférence régionale pour le Proche-Orient

FAO-RNE-NERC@fao.org

Introduction

1. L'agriculture dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord se caractérise par une dualité entre, d'une part, un nombre relativement faible d'exploitations irriguées de moyenne à grande taille orientées vers le marché qui sont intégrées dans les économies nationales et, de l'autre, de petites exploitations dont la production est principalement destinée à la consommation familiale et à la vente sur les marchés locaux, souvent avec un accès limité à l'irrigation. Ces petits exploitants familiaux sont confrontés à d'énormes contraintes car ils ne bénéficient pas des avantages et des opportunités qui pourraient être fournis par des politiques de développement agricole et rural bien ciblées. Leur faible productivité les empêche de contribuer de manière significative à la création d'emplois décents, en particulier pour les femmes et les jeunes. Dans la région, le chômage chez les hommes, les femmes et les jeunes est en moyenne de 8 pour cent, 17 pour cent et 22 pour cent respectivement¹. Les jeunes n'ont souvent pas accès à une éducation appropriée et sont plus susceptibles d'accepter un emploi dans des conditions précaires ou abusives. Du fait de la participation des femmes aux soins et au travail familial à titre gratuit, leurs contributions sont souvent invisibles ou non rémunérées. De plus, la plupart des petits exploitants familiaux risquent de tomber dans la pauvreté, principalement en raison du morcellement continu des propriétés foncières héritées et de leur exposition aux risques naturels, aux chocs et aux facteurs de stress, aggravée par leur faible capacité d'adaptation. Comme les petits exploitants familiaux ne sont pas en mesure de produire un excédent commercialisable suffisant en raison de la taille modeste de leurs propriétés foncières, l'agriculture familiale à petite échelle ne peut pas être développée uniquement en intensifiant la production agricole.

2. Le lancement récent de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale peut servir de cadre pour aider les agriculteurs familiaux à réaliser le maximum de leur potentiel de contribution au Programme de développement durable à l'horizon 2030, en mobilisant l'engagement et l'action mondiaux à travers les trois dimensions du programme (économique, sociale et environnementale) de manière équilibrée et intégrée². La Décennie promeut des actions intégrées soutenues par des politiques intersectorielles cohérentes, qui abordent les dimensions environnementales, économiques et sociales du développement rural et établissent un lien entre les travaux humanitaires, le développement et la paix, tout en plaçant les populations et leurs moyens de subsistance au centre de ces actions.

3. Ces dernières années, une série de documents thématiques de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient ont porté sur l'état de la sécurité alimentaire, la transformation agricole, l'emploi et la migration³ des jeunes et le développement durable. Le document présent s'appuie sur cette base, en se concentrant principalement sur des solutions susceptibles de renforcer la résilience des communautés agricoles, telles que l'adoption d'approches territoriales, une agriculture intelligente face au climat et l'innovation des systèmes agroalimentaires, pour améliorer la productivité des petites exploitations familiales. Ces solutions peuvent également renforcer la durabilité des systèmes de production des petits exploitants et soutenir la création d'emplois pour les jeunes et les femmes des zones rurales grâce à des chaînes de valeur durables et améliorées.

¹ Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde. Groupe de la Banque mondiale. Consulté en novembre 2019. <https://datacatalog.worldbank.org/dataset/world-development-indicators>. Sur la base des estimations modélisées de l'Organisation internationale du Travail pour 2018.

² FAO et FIDA. 2019. Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028. Plan d'action global. Rome. Consulté en novembre 2019. <http://www.fao.org/3/ca4672fr/ca4672fr.pdf>.

³ FAO. 2018. Transformation agricole dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord et défis que constituent l'emploi des jeunes et les migrations. Rome. Consulté en novembre 2019. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/bodies/NERC_34/MW318_5/MW318_NERC_18_5_fr.pdf.

I. L'agriculture familiale à petite échelle dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord

A. Les tendances régionales et leurs implications pour l'agriculture

4. Les indicateurs du développement dans le monde ont récemment résumé les principales tendances, menaces et opportunités en rapport avec les systèmes agroalimentaires⁴. Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, les problèmes démographiques sont les principales causes de ces évolutions, en ce qu'ils font pression sur les ressources naturelles, stimulent l'urbanisation, favorisent la pauvreté rurale, le chômage et l'emploi précaire, et creusent l'écart entre zones rurales et zones urbaines, conduisant ainsi à une migration de détresse. La faim est en augmentation dans la région, principalement en raison des conflits. Les indicateurs de la dénutrition infantile continuent de s'améliorer; tandis que l'excès pondéral et l'obésité continuent de progresser chez les enfants et les adultes. La pénurie de terres et d'eau aggrave les difficultés agricoles sous l'effet du changement climatique en cours.

5. Un certain nombre de pays de la région, dont l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Jordanie, la Libye et Oman, devraient profiter d'un dividende démographique, la part de la population en âge de travailler étant plus importante que celle du reste de la population. Avec près de la moitié de la population de la région âgée de moins de 24 ans, le potentiel de croissance économique et de changement social, en particulier dans les zones rurales, est sans précédent. Pourtant, ce potentiel ne peut être réalisé que si les politiques nécessaires sont en place pour garantir suffisamment de débouchés professionnels décents dans les zones rurales. Les taux de chômage élevés et les déficits de travail décent résultant de l'emploi précaire et informel dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord nécessitent des politiques de réforme structurelle visant à rendre l'environnement plus favorable au secteur privé et à encourager la croissance des secteurs de produits commercialisables. La transformation rurale inclusive nécessite des stratégies et des plans d'investissement pour combler l'écart entre zones rurales et zones urbaines en augmentant la productivité agricole, en apportant une valeur ajoutée le long des chaînes de valeur alimentaires, en renforçant les liens entre le milieu rural et le milieu urbain, en fournissant une protection sociale aux segments vulnérables de la société et en améliorant les services publics dans les secteurs des infrastructures rurales, de la santé et de l'éducation, entres autres.

B. Les défis de l'agriculture à petite échelle

6. Les petits agriculteurs familiaux de la région Proche-Orient et Afrique du Nord sont les piliers des communautés rurales. Ils réalisent plus de 80 pour cent de la production agricole sur 75 à 85 pour cent des terres agricoles. Pourtant, dans la plupart des pays, les priorités nationales ne reflètent pas leur rôle important ni leur contribution potentielle au développement social et économique. Les zones rurales sont dotées d'infrastructures insuffisantes et de services médiocres par rapport aux zones urbaines, et la majorité des pauvres vivent en milieu rural.

7. Des études approfondies de l'agriculture familiale dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord montrent que, dans la plupart des pays, l'agriculture est toujours pratiquée principalement par de petits exploitants, dans une variété de systèmes agricoles (irrigué, mixte de hautes terres, mixte pluvial, mixte aride, pastoral et aride). Les terres agricoles de l'agriculture familiale à petite échelle sont affectées à la culture en association avec l'élevage à petite échelle utilisant des technologies traditionnelles (variétés et cultivars à faible rendement et recours limité aux engrais). Dans les régions montagneuses, les exploitants familiaux optent pour les plantations de fruits et l'agriculture mixte, combinées à l'élevage de petits animaux. Ailleurs, dans les plaines irriguées et dans les vallées et les oasis, les systèmes agricoles reposent sur des cultures destinées à la consommation directe et parfois sur des cultures de rente pour l'exportation (agrumes, légumes, dattes). La plupart des petits exploitants familiaux risquent de tomber dans la pauvreté en raison de leur vulnérabilité croissante face aux risques

⁴ Serraj et Pingali, éd. 2019. *Agriculture & Food Systems to 2050: Global Trends, Challenges and Opportunities*. Singapour. World Scientific. Consulté en novembre 2019.

<https://www.worldscientific.com/doi/pdf/10.1142/11212>.

naturels, aux chocs et aux facteurs de stress, aggravée par leur capacité d'adaptation et de transformation insuffisante en raison de leur accès limité aux ressources et du manque d'actifs, de compétences et de technologies. Le risque grandissant lié aux ravageurs et aux maladies transfrontières des animaux, des plantes et des poissons, accentué par le changement climatique, accroît la pression sur les petits exploitants familiaux dans la région. Les chocs induits par le marché, tels que l'accès instable aux intrants à haut rendement et aux marchés lucratifs, augmentent la vulnérabilité des petits exploitants familiaux. Le morcellement continu des propriétés foncières héritées diminue encore leur capacité à atteindre l'échelle économique nécessaire pour adopter des technologies et une mécanisation⁵ à haut rendement. Pour relever ces multiples défis, des cadres politiques globaux sont nécessaires pour amorcer une action collective des agriculteurs qui permettra à ceux-ci d'accéder aux opportunités du marché et de prospérer, tout en préservant les ressources naturelles.

8. Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, environ 25 pour cent de la population vit toujours dans les zones rurales des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et plus de 50 pour cent dans les zones rurales des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et des pays à faible revenu. Compte tenu des perspectives de croissance agricole limitées, encore freinées par la pénurie d'eau, une approche du développement rural plus intégrée doit être adoptée. Cela étant, les politiques, les investissements publics et les institutions de la région doivent être évalués en fonction de leur efficacité pour ce qui est de favoriser le développement rural et de créer des emplois décents pour des travailleurs ruraux de plus en plus nombreux. Il y a en effet un besoin de réforme, qui impliquera certainement de répondre à certaines questions liées à la gouvernance et de vérifier si la structure institutionnelle centralisée est adéquate pour faire avancer le développement rural intégré. Il est également nécessaire de réviser la politique agricole actuelle, qui privilégie souvent les cultures à faible productivité en eau, comme les céréales, par rapport aux cultures à plus forte productivité en eau, comme les fruits et légumes. Ces révisions de politiques doivent aller au-delà de l'agriculture et miser sur les dimensions territoriales des plans de développement à travers une approche multisectorielle. Cela permettra aux économies rurales d'aujourd'hui de récolter les fruits des progrès technologiques et des technologies numériques qui peuvent moderniser et diversifier les secteurs ruraux traditionnels tels que l'agriculture, l'agro-industrie, le tourisme et l'agroécologie pour les rendre lucratifs et durables.

II. Développement agroterritorial et innovation des systèmes agroalimentaires: des opportunités pour dynamiser les économies rurales

9. Compte tenu des défis auxquels sont confrontés les petits exploitants familiaux dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, ce document propose une approche territoriale comme cadre de développement pour l'agriculture et les zones rurales. Une caractéristique importante de cette approche est qu'elle reconnaît la diversité du potentiel de développement des territoires géographiques infranationaux. L'approche se concentre sur des territoires spécifiques et est basée sur une perspective multisectorielle du développement rural, nécessitant une forte coordination entre les secteurs et les niveaux de gouvernance et entre les acteurs privés et publics.

C. Développement agroterritorial: concepts, outils et potentiel dans la région

10. Plutôt que de se concentrer sur les subventions, les approches territoriales sont axées sur l'investissement en vue de resserrer les liens entre le milieu rural et le milieu urbain et de renforcer les capacités des communautés rurales. Elles créent un équilibre entre les facteurs tangibles et intangibles, en soulignant que l'investissement public dans les infrastructures (telles que les routes, l'électricité et l'irrigation) fournit les rendements les plus élevés lorsque des facteurs intangibles, tels que le capital humain, les connaissances, la coopération, les partenariats et les vocations locales, sont reconnus et mobilisés dans la planification du développement. La FAO a identifié cinq outils de développement agroterritorial, qui nécessitent différents niveaux de partenariat privé-public et d'investissement. Il s'agit des couloirs agricoles, des noyaux d'activités à dominance agricole, des parcs agro-industriels, des zones économiques spéciales à dominance agricole et des couveuses d'entreprises agro-industrielles

⁵ FAO, CIRAD, CIHEAM. 2017. Étude sur l'agriculture familiale à petite échelle au Proche-Orient et Afrique du Nord. Synthèse. Le Caire. Consulté en novembre 2019. <http://www.fao.org/3/b-i6436f.pdf>.

(FAO, 2017). Plusieurs pays ont mis en œuvre différentes modalités d'approches territoriales du développement rural. En Amérique latine, notamment au Mexique, au Brésil et au Chili, différentes combinaisons des outils agroterritoriaux susmentionnés ont été utilisées comme base pour des initiatives de développement rural réussies qui ont accru l'emploi rural, réduit la pauvreté, diversifié les économies rurales et amélioré la sécurité alimentaire. En Chine, les investissements dans les biens publics et la connectivité entre les zones urbaines et les zones rurales ont été un élément clé de la stratégie de développement rural du pays (encadré 1). Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, bien que l'adoption de l'approche en soit encore à ses débuts, les résultats sont à ce jour prometteurs. Un exemple remarquable est l'incubateur Flat6Labs Cairo, créé en 2011 en Égypte, qui a généré plus de 400 emplois sur trois ans avec un petit investissement de seulement 1,2 million d'USD. Le gouvernement égyptien reconnaît le potentiel de ces outils territoriaux et travaille à promouvoir la croissance des noyaux d'activités existants, en particulier ceux des zones rurales les plus pauvres.

Encadré 1. L'expérience de la Chine en matière de développement rural

Les progrès spectaculaires de la Chine dans la réduction de la pauvreté au cours des trois dernières décennies sont bien documentés. Le pays a atteint un taux de croissance annuel du produit intérieur brut (PIB) de près de 10 pour cent, ce qui a entraîné une augmentation considérable du revenu par habitant (qui est passé de seulement 200 USD en 1990 à environ 5 000 USD en 2010). Ce succès est dû à une longue période de croissance économique, accompagnée d'une série de changements institutionnels et d'investissements publics dans les liens entre zones rurales et zones urbaines qui ont stimulé l'agriculture et ouvert la voie à une industrialisation rapide dans ces deux types de zones. L'agriculture a connu une croissance de plus de 7 pour cent par an de 1978 à 1984, tandis que la part du revenu rural non agricole dans le revenu total est passée de 34 pour cent en 1985 à 63 pour cent en 2000 et à 71 pour cent en 2010.

L'énorme réussite de la Chine en matière de création d'emplois ruraux non agricoles s'explique en grande partie par l'initiative Entreprises des petites villes et des villages, fondée sur une perspective territoriale du développement rural. L'initiative a contribué à stimuler le développement des secteurs artisanaux ruraux pour répondre à la demande locale de biens et de services à mesure que les revenus agricoles augmentaient. Elle a aidé à réaffecter 223 millions de travailleurs agricoles à des activités non agricoles entre 1978 et 2006, tandis que l'agriculture a continué de croître, produisant les matières premières nécessaires à la fabrication et générant une demande de produits non agricoles. En 2006, les entreprises des petites villes et des villages étaient 23 millions; elles ont créé 119 millions d'emplois et produit 40 pour cent des exportations chinoises. Cette croissance a été soutenue par une protection sociale et des services de santé en milieu rural fournis par les pouvoirs publics, deux éléments importants pour améliorer le bien-être social et modifier positivement les attitudes face à la prise de risques entrepreneuriaux.

11. L'un des objectifs clés d'une approche territoriale consiste à assurer l'inclusion des petits agriculteurs familiaux, en particulier les jeunes et les femmes, en négociant des accords de collaboration entre les organisations de producteurs et les entreprises agroalimentaires dans la zone cible. Pour bénéficier pleinement de ces accords, les petits agriculteurs familiaux devront être bien connectés aux sources de connaissances, d'intrants et de financement et aux chaînes de valeur rentables.

12. L'absence ou le dysfonctionnement des marchés de l'assurance et du crédit dans les zones rurales de la plupart des pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord emprisonne les ménages agricoles dans des activités à faible rendement car ils sont incapables de prendre des risques, perpétuant ainsi leur pauvreté et leur faible productivité. Les communautés agricoles sans marchés du crédit efficaces ne tendent pas à adopter des pratiques et des technologies plus durables et productives, telles que l'irrigation moderne et les machines agricoles. Pour remédier à ces défaillances, des mécanismes financiers spécialisés et des supports d'investissement sont de plus en plus utilisés dans le développement agroterritorial pour soutenir les agriculteurs et l'agro-industrie. Cela est également essentiel pour les femmes et les jeunes agriculteurs, qui sont souvent piégés dans des segments agricoles et des chaînes de valeur à faible valeur ajoutée et ont moins de possibilités de croissance. Ils ont tendance à travailler dans le cadre familial sans rémunération ou dans des exploitations et des entreprises agricoles

qui offrent de bas salaires et aucune sécurité sociale ou autres avantages. Les outils agroterritoriaux qui peuvent aider les femmes et les jeunes à travailler de façon coopérative, ainsi qu'à accéder aux marchés, au crédit et aux intrants agricoles, sont essentiels pour exploiter l'immense potentiel économique que cette main-d'œuvre historiquement marginalisée peut offrir. Un exemple de mécanismes financiers mis au point dans le contexte du développement territorial est l'initiative du couloir de croissance agricole de Beira, au Mozambique, qui envisageait trois types de mécanismes financiers pour les entreprises et les agriculteurs: 1) un fonds de roulement pour soutenir la production agricole; 2) le capital-risque social pour promouvoir les investissements pionniers et 3) le capital à long terme pour les infrastructures agricoles. Certains outils agroterritoriaux peuvent faciliter et améliorer le fonctionnement des marchés financiers. C'est le cas des noyaux d'activités à dominance agricole en Égypte, basés dans les communautés locales, où le capital social joue un rôle important pour surmonter les contraintes financières.

Chaînes de valeur inclusives et durables pour renforcer les économies rurales et l'emploi des jeunes

13. La planification et la mise en œuvre des cinq instruments agroterritoriaux susmentionnés intègrent, entre autres objectifs, des interventions sur la chaîne de valeur visant à réduire les coûts, à accroître la concurrence sur le marché et à améliorer la qualité des produits et des services. Les initiatives de développement durable des chaînes de valeur doivent en premier lieu sélectionner des chaînes de valeur stratégiquement importantes sur la base d'une série complète de critères de durabilité adaptés aux situations locales spécifiques et aux contextes des projets, puis analyser les chaînes de valeur sélectionnées pour identifier les causes profondes de la sous-performance et les stratégies nécessaires pour améliorer leur durabilité. Ces stratégies et interventions de mise à niveau peuvent inclure l'amélioration des liens et de la coordination de la chaîne de valeur, l'amélioration des services de soutien (par exemple en mettant en place des systèmes innovants de financement de la chaîne de valeur, en renforçant les liens entre les acteurs de la chaîne de valeur et les fournisseurs d'intrants et de services), et la proposition et la préconisation d'un changement de politique. Les interventions dans la chaîne de valeur et les outils agroterritoriaux peuvent aller de pair et se compléter, comme expliqué ci-dessous.

14. Pour rendre les chaînes de valeur efficaces et inclusives, il est essentiel que les interventions favorisent un lien actif entre les petits agriculteurs, les marchés et les clients, par exemple en soutenant l'agrégation des produits agricoles et en facilitant l'accès des agriculteurs au financement. Dans certains contextes, l'inclusion nécessitera des interventions sur la chaîne de valeur superposées à des programmes de protection sociale pour les agriculteurs les plus démunis, ainsi que l'établissement de liens entre les petits exploitants et des programmes de protection sociale, tels que les programmes d'alimentation scolaire à base de produits locaux, qui peuvent aider à soutenir la demande de denrées produites par des petits exploitants et accroître l'accès de ces derniers aux marchés. Tous les outils agroterritoriaux couvrent généralement plusieurs chaînes de valeur et favorisent des synergies spatiales entre elles. Ils tirent profit du capital social élevé qui existe dans les communautés des pays en développement et qui peut être exploité pour compenser les contraintes financières des entreprises locales. De nombreux pays à revenu faible ou moyen peuvent également trouver des voies dynamiques qui relient les systèmes alimentaires locaux aux marchés urbains en croissance et saisissent les opportunités du marché, malgré la «révolution des supermarchés».

15. Il est de plus en plus évident que les avantages comparatifs agricoles de la région résident dans des produits tels que les fruits, les légumes, les oléagineux et les produits de l'élevage. Pour tirer parti de ces avantages, il faut développer des opportunités de marché le long des chaînes de valeur grâce à l'agro-industrie. Ces opportunités inciteront les petits producteurs familiaux à exploiter ces avantages comparatifs. Actuellement, le développement de l'agro-industrie dans la région est dominé par de petites entreprises dispersées dont le niveau de productivité est bien inférieur à leur potentiel. Les outils de développement agroterritorial, tels que les noyaux d'activités et les parcs agricoles, peuvent être des éléments clés pour consolider ces entreprises et leur permettre de prendre de l'ampleur d'une manière qui soit plus inclusive pour les petits exploitants familiaux et les petites et moyennes entreprises (PME). En Chine, les parcs industriels ont aidé les petits locataires de parcs à devenir des moyennes et grandes entreprises. En Afrique, les gouvernements et le secteur privé ont investi dans des couloirs de croissance, et plus de 30 de ces couloirs sont en cours d'élaboration ou de planification à travers le continent.

De nombreuses zones agricoles où les exploitants pratiquent actuellement une agriculture de subsistance à faible productivité seront bientôt connectées aux marchés⁶.

16. Les outils de développement agroterritorial devraient être mis en œuvre dans le cadre de plans de développement plus larges qui prennent en compte les synergies et les compromis possibles avec les différentes interventions. Dans les zones rurales reculées, la mise en œuvre devrait se concentrer sur le renforcement des liens avec le reste de l'économie grâce à des investissements dans les infrastructures et, si nécessaire, à travers des politiques qui relient et réorientent les impacts des transformations structurelles et rurales pour les rendre plus fluides et plus inclusifs. Les interventions visant à accroître la productivité agricole devraient être complétées par des interventions destinées à stimuler la transformation agroalimentaire à forte intensité de travail qui peut absorber la main-d'œuvre rurale déjà abondante et les personnes qui quittent l'agriculture. Les politiques fiscales sont également importantes pour créer un équilibre entre le résultat positif de l'amélioration de la productivité (revenu plus élevé) et son résultat négatif (dégradation de l'environnement), tandis que les politiques de protection sociale sont essentielles pour réduire les risques et encourager l'entrepreneuriat. En outre, des cadres réglementaires qui favorisent un environnement commercial propice et une meilleure gouvernance sont fondamentaux pour réduire les coûts de transaction qui entravent le bon fonctionnement du marché et empêchent les agriculteurs d'adopter de nouvelles technologies et d'exploiter les opportunités du marché.

D. Innovation agroécologique et agriculture intelligente face au climat pour améliorer la productivité, la durabilité et la résilience de l'agriculture familiale

17. Si la production alimentaire doit augmenter considérablement à l'avenir, de nouvelles formes d'intensification agricole durable sont nécessaires pour produire plus de nourriture avec moins de ressources, tout en respectant et en utilisant les fonctionnalités naturelles des écosystèmes afin d'augmenter l'efficacité des intrants externes (Tittonell, 2019). La transition vers l'agroécologie peut améliorer efficacement la santé des sols et des consommateurs ainsi que celle des agriculteurs grâce à une utilisation meilleure et plus sûre des produits chimiques. Bien que de nombreuses expériences fondées sur les principes de l'intensification agroécologique aient été documentées récemment, d'importants défis (tels que la mise à l'échelle) restent non résolus (FAO, 2018). Les dix éléments de l'agroécologie proposés récemment par la FAO devraient servir de lignes directrices aux décideurs, spécialistes et parties prenantes qui conçoivent, gèrent et évaluent les transitions agroécologiques dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Les spécificités du contexte régional devront également être prises en compte.

18. Les systèmes agroalimentaires de la région Proche-Orient et Afrique du Nord sont confrontés à des risques croissants en raison d'événements météorologiques extrêmes plus fréquents et plus violents (vagues de chaleur, sécheresses et inondations) résultant du changement climatique, en plus des pénuries d'eau chroniques qui caractérisent la région. Souvent sans avertissement, les chocs météorologiques peuvent avoir des effets catastrophiques et des répercussions sur le système alimentaire mondial de plus en plus vulnérable, affectant la production, la transformation, la distribution, la vente au détail, l'élimination et les déchets. Les communautés agricoles rurales sont parmi les plus vulnérables face à ces impacts en raison de leur dépendance directe à l'égard du climat et des ressources naturelles, de leur pauvreté relative et de leur accès souvent médiocre aux systèmes de soutien et aux filets de sécurité. Pour garantir que ces communautés résistent à ces changements, il faut adopter des pratiques d'agriculture intelligente face au climat. En outre, la diversification des moyens de subsistance en dehors de l'exploitation agricole sera essentielle dans la région pour garantir que l'emploi rural soit décent et résilient face au climat (figure 1). Pour renforcer la résilience des petits exploitants familiaux, il faut investir dans la surveillance des risques et l'alerte précoce, la conservation de l'environnement, la restauration de la biodiversité écologique et des systèmes dégradés et la promotion de pratiques de production plus efficaces et plus durables.

⁶ Byiers, B., Bizzotto Molina, P., Engel, P. 2016. Agricultural Growth Corridors. Mapping potential research gaps on impact, implementation and institutions. Rome. CGIAR. Consulté en novembre 2019.

<https://ecdpm.org/wp-content/uploads/Agricultural-Growth-Corridors-CGIAR-ECDPM-March-2016.pdf>.

19. L'innovation fondée sur la science et la technologie modernes, associée à l'utilisation d'outils axés sur les mégadonnées, de systèmes d'information géographique et de télédétection, peut contribuer de manière considérable à optimiser l'utilisation des intrants et l'intensification durable dans les petits systèmes agricoles. Les technologies de registres répartis, telles que la chaîne de blocs, peuvent améliorer l'efficacité des filières agricoles de nombreuses manières, par exemple en renforçant la sécurité alimentaire grâce à une traçabilité accrue. La technologie de la chaîne de blocs est également considérée comme un outil de suivi de la répartition de la valeur le long de la chaîne de valeur, qui aide à améliorer les moyens de subsistance des personnes se trouvant au pallier inférieur et à surveiller les problèmes critiques tels que le travail des enfants. L'innovation technologique peut contribuer à rendre le développement agricole plus inclusif. Les jeunes sont à l'avant-garde de l'utilisation et de la mise au point de nouvelles technologies numériques qui peuvent permettre d'améliorer l'accès aux marchés et aux intrants, de transformer les services de vulgarisation et de faciliter les transactions financières. Ces outils peuvent également aider les femmes rurales à surmonter les obstacles à la mobilité, à réduire leur charge de travail et à gagner un temps précieux. Des applications téléphoniques simples qui donnent accès à des informations sur la pollution atmosphérique et d'autres paramètres biophysiques influençant la productivité agricole peuvent aider à renforcer la résilience des jeunes agriculteurs, éleveurs et pêcheurs dans le contexte du changement climatique.

20. Les pratiques essentielles de l'agriculture intelligente face au climat qui devraient être encouragées dans la région comprennent l'adoption de cultures plus appropriées, y compris les variétés de cultures résistantes à la sécheresse, au sel, aux ravageurs et à la chaleur, lorsque cela est possible. La sélection et l'élevage d'animaux mieux adaptés aux conditions de sécheresse pourraient également accroître la résilience des systèmes agricoles mixtes qui dominent la région ainsi que des moyens de subsistance des éleveurs. Outre la sélection d'espèces adéquates de plantes, d'arbres et d'animaux, l'optimisation du travail du sol et des pratiques agricoles peut protéger les agriculteurs contre les pertes de rendement potentielles. Ces pratiques comprennent l'adaptation des dates de plantation aux changements de température et de précipitation, l'introduction de matière organique par le fumier et l'engrais vert, la mise en avant des cultures d'hiver par rapport aux cultures de printemps, l'amélioration de la récupération de l'eau et la modification de la jachère pour augmenter la rétention de l'humidité du sol et de la matière organique.

21. En plus des options spécifiques aux végétaux ou aux animaux, les systèmes agroforestiers intégrés et mixtes associant culture et élevage peuvent fournir des solutions systémiques pour réduire les risques en diversifiant les actifs et les systèmes de production. De plus, une planification et une gestion efficaces à l'intérieur de l'exploitation agricole exigeront une surveillance plus précise des évolutions de la température et des précipitations dans ces conditions plus incertaines et plus extrêmes. Avec des systèmes efficaces de surveillance du climat et d'alerte précoce, les pertes de rendement peuvent être réduites au minimum. Enfin, le changement climatique nécessitera une meilleure gestion et un meilleur stockage après récolte pour réduire les pertes alimentaires qui pourraient être imputables à l'augmentation des températures, à la variabilité des précipitations, ainsi qu'aux ravageurs et aux maladies. Les petits agriculteurs pourraient, par exemple, développer des produits à valeur ajoutée qui ont une durée de conservation plus longue. Les gouvernements peuvent adopter et soutenir ces innovations et solutions relatives à l'agriculture intelligente face au climat, en étroite concordance avec les contributions déterminées au niveau national de leur pays à l'Accord de Paris sur le climat afin de garantir la productivité, l'efficacité et la durabilité de l'agriculture dans le contexte du changement climatique.

Encadré 2. L'agriculture intelligente face au climat dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord: une étude de cas de la réserve forestière de Kodroka

L'agriculture intelligente face au climat est une approche qui aide à orienter les actions nécessaires pour transformer et diriger les systèmes agricoles afin de soutenir efficacement le développement et d'assurer la sécurité alimentaire dans un climat en mutation. Un exemple réussi de mise en œuvre de l'agriculture intelligente face au climat dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord provient de la réserve forestière de Kodroka dans l'État du Nord, au Soudan. Une grande partie de la forêt a été gravement dégradée en raison d'une combinaison de facteurs, notamment l'expansion du désert, le changement climatique et les pratiques de gestion de l'eau. De nombreux agriculteurs de la région notaient déjà l'impact du changement climatique: ils avaient dû adapter leurs périodes de plantation et de récolte en raison des étés plus longs et des précipitations imprévisibles. La FAO a travaillé avec les communautés autour de la forêt pour établir un système de cultures intercalaires sur les terres dégradées, où des rangées de cultures étaient alternées avec des arbres, y compris l'acacia et l'eucalyptus. En seulement quelques cycles de récolte, la zone est devenue verdoyante et productive. Les arbres agissent comme un tampon contre l'expansion du désert, les cultures permettent aux agriculteurs d'avoir des moyens de subsistance et la coupe soignée des arbres à des intervalles spécifiés permet la récolte.

E. Innovation institutionnelle: réexamen des services de conseil, des organisations de producteurs et des institutions rurales

22. Des organisations rurales solides sont essentielles au développement rural. Grâce à leurs organisations, les petits agriculteurs familiaux peuvent se conformer aux principes de durabilité environnementale et réaliser les économies d'échelle nécessaires pour adopter la mécanisation agricole. Les organisations paysannes facilitent la diffusion des connaissances sur les meilleures pratiques et innovations disponibles et leur adoption par les petits agriculteurs familiaux, en se concentrant sur les pratiques qui sont économiquement viables et adaptées aux conditions locales et qui renforcent la durabilité environnementale en produisant plus avec moins de ressources. Les services de conseil rural (SCR) jouent un rôle essentiel dans ce processus lorsqu'ils comblent le déficit des connaissances, rendant des informations scientifiques complexes accessibles à un plus grand nombre d'agriculteurs. Ces services peuvent être offerts par de nombreuses parties prenantes, notamment les gouvernements, les coopératives, les organisations non gouvernementales (ONG) et les entreprises agroalimentaires. Cependant, les services de vulgarisation traditionnels proposés par les agences gouvernementales sont souvent mal financés et mal administrés, laissant les petits agriculteurs familiaux s'appuyer sur d'autres formes de conseils techniques, voire aucune. Dans ce contexte, le service de conseil rural fourni par le secteur privé peut doter les agriculteurs des connaissances agronomiques et commerciales essentielles pour être plus productifs et gagner des revenus plus élevés, tout en servant les intérêts commerciaux du secteur privé⁷. Cela permet aux agriculteurs d'assurer leur viabilité commerciale, ce qui se traduit par des avantages mutuels à long terme pour les agriculteurs, les travailleurs de la chaîne de valeur et les actionnaires.

23. Les partenariats et la collaboration entre le secteur public et le secteur privé, les investissements destinés à améliorer la fourniture et l'accessibilité de services consultatifs, la décentralisation et les organisations d'agriculteurs autonomes peuvent être cruciaux pour des systèmes consultatifs efficaces qui soient à même de combler les besoins des petits agriculteurs familiaux et de répondre à leurs conditions socioéconomiques et locales. De plus, les systèmes consultatifs peuvent faciliter le dialogue au sein des organisations de producteurs pour identifier les besoins et influencer les politiques de soutien aux petits agriculteurs familiaux. Un système de conseil efficace est celui qui crée des liens entre les organisations rurales, relie les principales connaissances détenues par différents acteurs, aide à la mise

⁷ Rabatsky, R. et Krause, M. 2017. Private Sector Provision of Rural Advisory Services. Note 9. GFRAS Global Good Practice Notes for Extension and Advisory Services. Lindau, Suisse. GFRAS. Consulté en novembre 2019. <https://www.g-fras.org/en/good-practice-notes/29-private-sector-provision-of-rural-advisory-services.html>.

en application et à l'utilisation de ces connaissances et conduit à des innovations inclusives et tenant compte de la parité hommes-femmes.

24. Les innovations sociales, qui créent par exemple de courtes chaînes d'approvisionnement alimentaire entre les réseaux et les individus, peuvent également stimuler la croissance et la rendre plus inclusive. Elles peuvent réduire la vulnérabilité des communautés et renforcer la résilience, elles peuvent également être un puissant moyen de lutter contre l'exclusion sociale, de renforcer le capital social et de stimuler le développement territorial local. Elles peuvent prendre de nombreuses formes telles que les entreprises sociales, les centres multiservices, les partenariats environnementaux qui visent à améliorer la qualité de l'eau ou de la biodiversité, les fiduciaires de développement local et les organismes communautaires qui cherchent à combler les lacunes laissées par le retrait du secteur public ou privé ou d'exploiter les opportunités.

F. La protection sociale comme outil de soutien pour une transformation rurale inclusive et une résilience améliorée

25. La protection sociale est un outil de gestion des risques essentiel pour créer des moyens de subsistance ruraux résilients, en particulier dans le contexte du changement climatique. Elle permet aux ménages ruraux pauvres d'investir dans des activités de subsistance plus risquées mais plus rémunératrices, principalement en réduisant les contraintes de liquidité et en soutenant la mobilité de la main-d'œuvre. Les données provenant de nombreux pays à revenu intermédiaire montrent que la protection sociale peut également contribuer à limiter les inégalités de revenu et à promouvoir une approche plus équitable de la transformation structurelle et de la croissance.

26. La plupart des pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord qui utilisaient les subventions généralisées aux consommateurs comme base de leurs systèmes de protection sociale depuis les années 1940 s'en éloignent progressivement, tout en établissant des programmes de protection sociale ciblés. Cela montre que les gouvernements reconnaissent le pouvoir des programmes de soutien ciblés en ce qui concerne la réduction de la pauvreté dans le contexte de pressions budgétaires accrues. Des outils tels que les transferts monétaires inconditionnels aux ménages vulnérables, en particulier ceux qui sont les plus touchés par la levée des subventions, peuvent aider les petits agriculteurs familiaux et d'autres catégories sociales pauvres des zones rurales (tels que les paysans sans terre) à gérer les risques et à faire face aux conséquences des chocs climatiques et environnementaux tels que la sécheresse, les inondations, les vagues de chaleur, ainsi que les défaillances du marché et les pertes de production liées à des facteurs d'inefficacité et à une faible productivité. Un ensemble de preuves de plus en plus important montre que les transferts monétaires doivent être complétés par d'autres éléments comme les intrants productifs, l'accès aux actifs et les services de formation technique et de vulgarisation afin de produire les résultats souhaités à long terme et d'encourager l'investissement et l'accumulation d'actifs parmi les petits agriculteurs familiaux et les ruraux pauvres.

27. Les programmes de protection sociale vont au-delà de la simple autonomisation. Ils sont des catalyseurs, en particulier dans le cas de programmes contributifs tels que les régimes d'assurance sociale, agricole et maladie. De cette façon, la protection sociale prémunit les catégories sociales les plus pauvres et les plus vulnérables contre les chocs; elle les empêche de recourir à des stratégies d'adaptation négatives et facilite la transition de systèmes non contributifs (assistance sociale) vers des systèmes qui ne dépendent pas entièrement du financement public. Par exemple, face à la récurrence des catastrophes environnementales affectant le secteur agricole, des solutions comme l'assurance contre les intempéries et d'autres types d'assurance liés à la production et aux intrants ont été envisagées. Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, des systèmes contributifs existent, bien que leur adoption soit souvent limitée car une proportion élevée du travail relève de l'économie informelle.

28. Lier les dépenses publiques consacrées à l'agriculture avec les programmes de protection sociale peut conduire à des gains de synergie, qui favorisent les liens de croissance et la transformation, mais aussi renforcent le caractère inclusif des deux types de soutien. Les programmes ciblés ont montré des résultats positifs, en particulier dans les domaines de la santé, de la nutrition et de la fréquentation scolaire. Des programmes bien conçus peuvent également aider à prévenir le travail des enfants et à soutenir l'éducation, car les familles sont plus susceptibles de maintenir leurs enfants à l'école.

L'extension de la protection sociale aux travailleurs agricoles et informels de la région est l'un des points pressants recensés dans les multiples stratégies de développement rural. Cependant, pour être efficace, la protection sociale doit être suffisamment flexible pour autoriser une mobilité géographique et sectorielle, ce qui permet aux ménages de profiter des opportunités émergentes dans tous les secteurs et en tout lieu. Par conséquent, le ciblage et le caractère transposable des programmes de protection sociale sont essentiels pour lutter contre la pauvreté en toutes circonstances.

29. Lors de transformations structurelles et rurales rapides, la protection sociale est essentielle pour promouvoir l'inclusion sociale et économique. Cependant, les coûts de tels programmes ne peuvent être assumés à long terme que s'ils s'accompagnent d'une croissance de la productivité dans tous les secteurs. Encore faut-il bien combiner les investissements agroterritoriaux et les politiques visant à réaliser la croissance et à élaborer des politiques d'emploi et de protection fiscale et sociale destinées à réduire les inégalités et à renforcer l'inclusion.

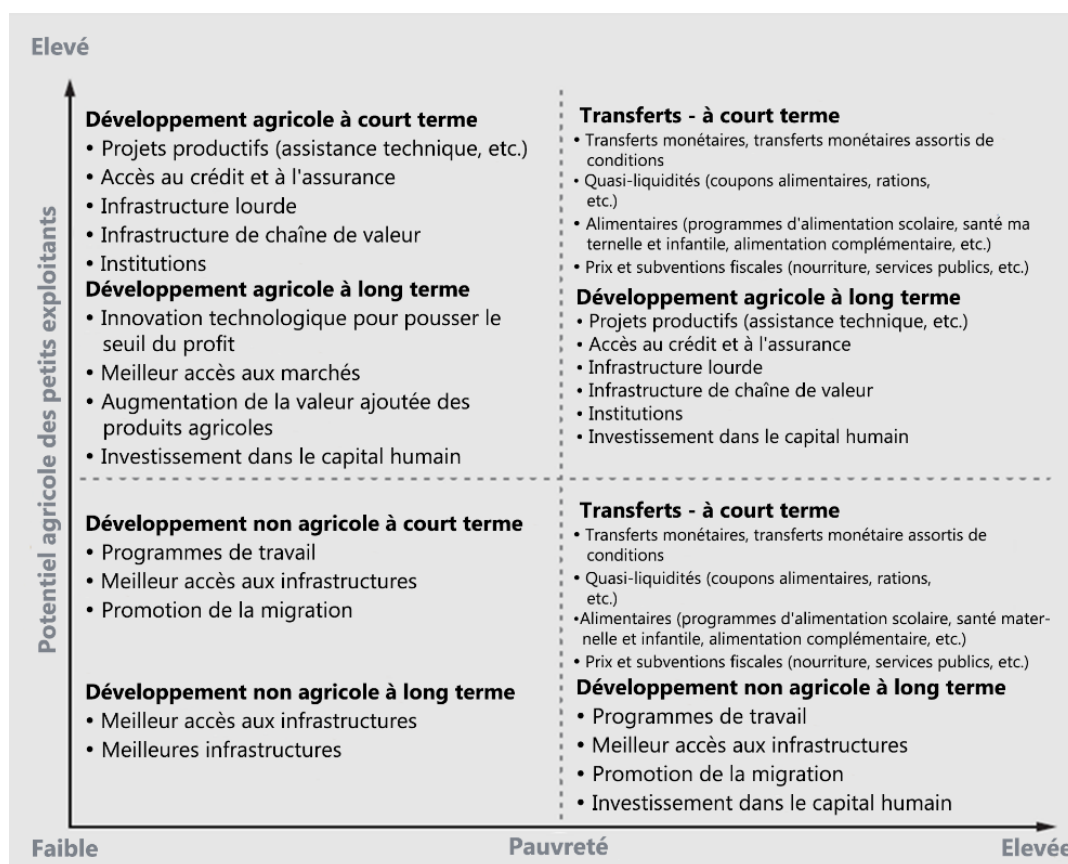


Figure 1. Exemple de hiérarchisation des interventions en fonction du potentiel agricole et du niveau de pauvreté rurale (Terrero, 2014).

30. Comme il n'y a pratiquement pas de directive politique uniformisée dans une région très hétérogène telle que la région Proche-Orient et Afrique du Nord, un cadre général pour hiérarchiser les politiques de développement et la planification territoriale est proposé dans la figure 1. Le cadre est basé sur la typologie des pays et utilise deux dimensions: le potentiel de développement agricole et le taux relatif de pauvreté. Par exemple, dans les pays et les régions où le taux de pauvreté rurale est élevé, les priorités à court terme sont très similaires, quel que soit le potentiel agricole. Dans cette situation, une attention immédiate devrait être accordée aux programmes de protection sociale, y compris les transferts monétaires et quasi monétaires, l'aide alimentaire et les subventions. Cependant, des investissements créateurs d'emplois sont nécessaires à long terme. Dans les pays et régions à fort potentiel agricole, la création d'emplois devrait être au cœur des efforts d'investissement dans les infrastructures légères et lourdes visant à améliorer la productivité agricole et à accroître la valeur ajoutée le long des chaînes de valeur agroalimentaires. Il sera essentiel de faciliter l'accès au crédit pour accroître la productivité et stimuler les investissements.